



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

**9487<sup>e</sup>** séance

Mardi 28 novembre 2023, à 10 heures  
New York

*Provisoire*

*Présidents :* M. Zhang Jun/M. Geng Shuang . . . . . (Chine)

*Membres :*

Albanie . . . . .	M <sup>me</sup> Dautllari
Brésil . . . . .	M. França Danese
Émirats arabes unis . . . . .	M. Abushahab
Équateur . . . . .	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
France . . . . .	M. de Rivière
Gabon . . . . .	M <sup>me</sup> Bouanga Ayouné
Ghana . . . . .	M. Agyeman
Japon . . . . .	M. Yamanaka
Malte . . . . .	M <sup>me</sup> Gatt
Mozambique . . . . .	M. Bambissa
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki
Suisse . . . . .	M. Hauri

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient**

**Le Président** (*parle en chinois*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République islamique d'Iran et de la République arabe syrienne ainsi que la représentante de la Türkiye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Najat Rochdi, Envoyée spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Syrie, et M<sup>me</sup> Edem Wosornu, Directrice des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> Rochdi.

**M<sup>me</sup> Rochdi** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi d'avoir à nouveau l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité. L'Envoyé spécial Pedersen se trouve actuellement dans la région, à Mascate.

Je voudrais commencer par évoquer le besoin constant et urgent de désescalade en Syrie et dans toute la région, qui reste la question la plus pressante à l'heure actuelle. Nous demeurons profondément préoccupés par le risque d'une escalade potentiellement plus importante en Syrie. Les effets des événements tragiques dans le Territoire palestinien occupé et en Israël continuent de se faire sentir en Syrie. Ce week-end encore, des frappes aériennes israéliennes ont à nouveau touché l'aéroport de Damas, interrompant temporairement, une fois de plus, les activités du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, qui opère à partir de l'aéroport et dessert les programmes humanitaires de la Syrie. Le droit international interdit de prendre pour cible des infrastructures civiles. Cette attaque est intervenue après plusieurs autres frappes aériennes attribuées à Israël sur d'autres sites en Syrie, à Qouneïtra, Deraa, Damas, Soueïda et Homs, et des tirs d'artillerie israéliens ont été signalés dans le sud de la Syrie. Les médias d'État syriens affirment que les frappes ont causé des dégâts matériels et tué un employé civil de l'aéroport. Ces frappes aériennes ont coïncidé avec des informations faisant état de tirs de roquettes et de

missiles depuis le sud de la Syrie vers Israël, survolant le Golan syrien occupé. Les Forces de défense israéliennes (FDI) affirment qu'une attaque de drone à Eilat, dans le sud d'Israël, provenait d'une organisation en Syrie contre laquelle les FDI disent avoir riposté en menant des frappes aériennes.

Des attaques contre les forces des États-Unis dans le nord-est de la Syrie continuent d'être signalées presque quotidiennement, la plupart étant revendiquées par le groupe qui se fait appeler Résistance islamique en Iraq, bien qu'aucune n'ait été rapportée au cours des derniers jours. Les États-Unis, qui affirment que les groupes à l'origine de ces attaques sont soutenus par l'Iran, ont mené deux autres séries de ce qu'ils qualifient de frappes de représailles sur des installations en Syrie qui, selon eux, sont utilisées par le Corps des gardiens de la révolution islamique de l'Iran et par des groupes appuyés par celui-ci. L'Iran nie les allégations selon lesquelles ces groupes lui sont affiliés.

Entre-temps, le conflit syrien se poursuit dans toutes ses autres dimensions, et la période couverte par le présent rapport a été marquée par une activité militaire importante et de nouvelles victimes civiles. On recense notamment des frappes aériennes pro-gouvernementales dans le nord-ouest de la Syrie ; des échanges d'artillerie et des affrontements entre les forces gouvernementales et le groupe terroriste Hay'at Tahrir el-Cham qui est inscrit sur les listes du Conseil de sécurité ; des attaques de drones contre des zones gouvernementales attribuées à Hay'at Tahrir el-Cham ou à d'autres acteurs basés à Idlib, dont plusieurs auraient été interceptées par les forces gouvernementales ; des frappes de drones turcs dans le nord-est de la Syrie, avec de nouveaux échanges d'artillerie entre les forces turques et les forces d'opposition armées, d'une part, et les Forces démocratiques syriennes (FDS), d'autre part ; de nouvelles tentatives de certains membres de tribus arabes visant à attaquer les positions des FDS à Deir el-Zor ; des attaques continues de Daech, en particulier contre les forces gouvernementales dans le désert ; et de multiples incidents de sécurité dans le sud-ouest, y compris des tentatives d'assassinat.

Je voudrais rappeler les quatre messages que l'Envoyé spécial a transmis au Conseil le mois dernier. Premièrement, nous devons œuvrer à la désescalade en Syrie, en vue d'un cessez-le-feu national, et adopter une démarche concertée dans la lutte contre les groupes terroristes inscrits sur la liste du Conseil de sécurité, conformément au droit international. Deuxièmement, tous les acteurs, syriens et non syriens, doivent faire preuve de

la plus grande retenue. Troisièmement, tous les acteurs doivent agir dans le plein respect du droit humanitaire international. Quatrièmement, la coopération internationale doit de nouveau mettre l'accent sur le processus politique, après l'avoir négligé.

En l'absence regrettable d'une enceinte permettant à tous les acteurs syriens clefs de discuter franchement, l'Envoyé spécial a saisi toutes les occasions et utilisé tous les canaux pour faire passer ces messages : à Genève, dans des réunions avec le Ministre iranien des affaires étrangères, avec les principaux membres du Groupe de travail sur le cessez-le-feu, composé de la Russie, de la Türkiye et des États-Unis, et avec des hauts fonctionnaires du Royaume-Uni et des États membres de l'Union européenne ; dans la région, auprès des Ministres arabes de haut rang ; et auprès du Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et de hauts fonctionnaires de la Chine et des États-Unis.

Toutes les parties concernées nous transmettent un message clair : elles ne cherchent pas l'escalade. Mais cela ne suffit tout simplement pas. Aux violences qui se poursuivent en Syrie vient se greffer l'onde de choc de la situation à Gaza et en Israël. Laisser ces violences se poursuivre, c'est jouer avec le feu. Il suffirait d'une erreur d'appréciation, d'un obus d'artillerie perdu ou d'une frappe aérienne mal évaluée pour mettre le feu à une douzaine de poudrières variées à l'intérieur des frontières syriennes. Il nous faut davantage que des bonnes intentions ; il faut une désescalade durable, mise en œuvre via des canaux robustes établis entre toutes les parties prenantes. Il faut que le bilan humain – qu'il s'agisse des morts, des blessés ou des déplacés – et matériel, avec la destruction des infrastructures, non seulement diminue mais soit réduit à zéro. Désamorcer ce conflit violent marquerait un point de départ primordial. Mais cela ne suffira pas. La situation est tout simplement intenable à bien d'autres égards.

Le contexte humanitaire est alarmant, comme nous le dira sous peu ma collègue du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Et il est probable qu'il ne fera que s'aggraver, d'autant que l'hiver approche, des baisses de financement menacent et la situation économique est désastreuse. Il va sans dire que nous nous félicitons que la Syrie ait prorogé de trois mois l'autorisation accordée à l'ONU d'utiliser les postes-frontières de Bab el-Salam et de Raai.

Nous n'avons constaté aucun progrès concret ou attesté en ce qui concerne la détention illégale de dizaines de milliers de personnes en lien avec le conflit.

Nous continuons de demander au Gouvernement syrien des informations sur toutes les amnisties qu'il accorde, y compris dans le cadre de son décret publié ce mois. Nous continuons d'appeler à libérer toutes les personnes détenues arbitrairement, en particulier les catégories vulnérables.

Les réfugiés et les déplacés ne voient toujours pas se dessiner les conditions qui leur permettraient de rentrer chez eux de leur plein gré, dans la sécurité et la dignité. Les préoccupations ayant trait à la protection et aux moyens de subsistance, qui sont au cœur du problème, n'ont toujours pas été fondamentalement réglées, et nous continuons d'espérer que des mesures seront prises dans ce sens. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que le mécontentement populaire reste extrêmement marqué, ce dont témoignent les manifestations persistantes à Soueïda.

La seule manière de remédier à ce statu quo intenable est d'adopter une démarche globale et crédible en vue d'une solution politique qui permette d'aborder toutes les questions préoccupant les parties prenantes, de donner aux Syriens la possibilité de réaliser leurs aspirations légitimes et d'ouvrir la voie au rétablissement de la souveraineté, de l'unité, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015).

L'une des dimensions de cette démarche passe par la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle, en lui permettant d'avancer à un rythme soutenu et de progresser sur le fond. L'Envoyé spécial procédera à des consultations dans la région pour la deuxième fois ce mois-ci afin de veiller à ce qu'aucune piste ne soit négligée s'agissant de lui trouver un lieu d'accueil régional. Il n'y a rien de nouveau à signaler en ce qui concerne la recherche d'un consensus sur un lieu. Soit les sites évoqués n'ont pas été officiellement proposés, soit ils ne réunissent pas le consensus. L'Envoyé spécial continue de discuter avec toutes les parties concernées de la manière dont, dans ces circonstances, les questions non syriennes qui ont jusqu'ici empêché la Commission de se réunir de nouveau à Genève devraient, dans l'intérêt du processus, être mises de côté. Ces questions ne doivent pas prendre l'ascendant sur la reprise d'un processus dirigé et contrôlé par les Syriens et facilité par l'ONU.

Nous continuons également de nous employer à poursuivre les échanges avec tous les acteurs concernés sur les propositions déjà avancées de mesures de confiance progressives et réciproques, ainsi que sur d'autres idées à cet égard.

Ce mois-ci, à Genève, l'Envoyé spécial a eu le plaisir de discuter en détail avec la Commission syrienne de négociation de toutes ces questions, ainsi que du processus politique plus large visant à appliquer la résolution 2254 (2015). Il attend avec intérêt de continuer à dialoguer avec le Gouvernement sur ces mêmes questions.

Nous sommes réunis aujourd'hui à mi-parcours de la campagne annuelle conçue pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. Je veux relayer les propos tenus par la Vice-Secrétaire générale la semaine dernière, lorsqu'elle a appelé à créer des conditions propices à l'épanouissement des femmes et des filles. En Syrie, un processus politique élaboré pour mettre fin à un conflit de 13 années est un point de départ évident à cet égard : un processus qui tienne compte des répercussions du conflit sur les femmes et les filles et qui pose les bases qui leur permettront de laisser derrière elles les horreurs de la guerre et de reconstruire leur vie et leur pays.

Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre le dialogue avec des représentantes syriennes des parties au processus politique, de la société civile, du monde universitaire, du secteur privé et du Comité consultatif des femmes syriennes. Nous leur sommes reconnaissants de leur attachement actif à toutes les dimensions des démarches politiques requises pour mettre fin à ce conflit. Elles aussi s'inquiètent que la situation dans la région ne déborde en Syrie et espèrent que la crise régionale n'atténuera pas la mobilisation nécessaire pour trouver une solution diplomatique au conflit syrien. L'Envoyé spécial et moi-même poursuivons également nos échanges constants avec la société civile syrienne. Ce mois-ci, l'Envoyé spécial a rencontré les dirigeants de Madaniya, une initiative civique syrienne.

Pour terminer, je demande au Conseil et à toutes les parties prenantes, syriennes et non syriennes, de faire preuve de la plus grande retenue et de déployer d'urgence des efforts propres à désamorcer les dangereuses tensions en Syrie. Parallèlement, nous avons besoin d'un appui plein et unifié du Conseil pour relancer le processus politique, qu'il s'agisse de la Commission constitutionnelle, des mesures de confiance progressives et réciproques ou d'un processus plus large sur tous les aspects de la résolution 2254 (2015). En raison de la terrible crise qui sévit dans la région, d'une certaine manière, on porte moins attention à la Syrie. Mais la Syrie est aussi une des pièces du puzzle. Et la situation en Syrie est trop dangereuse pour qu'on la néglige. Si nous ne donnons pas aux parties et au peuple syriens un horizon d'espoir et une trajectoire politique pour régler leur conflit, je crains que la situation

n'explose de nouveau et ne s'étende à une région qui connaît déjà une crise historique.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je remercie M<sup>me</sup> Rochdi de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Wosornu.

**M<sup>me</sup> Wosornu** (*parle en anglais*) : La situation en Syrie demeure catastrophique. En raison de la poursuite des combats et du déplacement de dizaines de milliers de personnes, les besoins humanitaires ont augmenté et les souffrances des civils se sont aggravées à l'approche d'un nouvel hiver dans ce conflit. Le mois dernier (voir S/PV.9459), j'ai évoqué les conséquences humanitaires des hostilités dans le nord-ouest, qui sont à leur plus haut niveau depuis 2019. Comme vient de l'indiquer l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi, ces hostilités se sont poursuivies au cours du mois qui vient de s'écouler, bien qu'avec moins d'intensité, et ont fait de nouveaux morts et blessés parmi les civils. Qu'il me soit permis de donner plus d'informations sur la situation.

Rien qu'au cours du week-end dernier, le 25 novembre, des bombardements dans le sud d'Idlib ont fait neuf morts parmi les civils, dont une femme et six enfants d'une même famille, alors qu'ils récoltaient des olives sur des terres agricoles. Au total, des dizaines de civils ont été tués et blessés dans ces violences, et plus de 120 000 personnes ont été déplacées. Si la majorité d'entre elles ont pu rentrer chez elles depuis lors, au moins 10 % sont toujours déplacées. Environ 5 000 sont hébergées dans des centres d'accueil, tandis que les autres vivent dans des abris informels. Les violences ont eu d'importantes incidences sur les installations civiles et les infrastructures critiques, étant donné que 40 établissements de santé, 27 écoles et plus de 20 réseaux d'approvisionnement en eau ont été touchés.

En ce qui concerne le nord-est, la recrudescence des hostilités observée depuis la fin du mois d'août se poursuit également et a entraîné le déplacement de 25 000 personnes qui étaient déjà déplacées. Les violences dans le nord-est ont également touché de nombreuses installations civiles, notamment des centres de santé et des écoles. Les parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école, car ils craignent pour leur sécurité. Cela porte non seulement atteinte à l'éducation des enfants, mais les expose également à des risques pour leur sécurité et leur bien-être, y compris, comme l'a mentionné M<sup>me</sup> Rochdi, la violence fondée sur le genre, la violence contre les adolescentes, le mariage d'enfants et la violence domestique.

Les attaques ont également endommagé les centrales électriques. Comme je l'ai indiqué dans mon précédent exposé, la station d'eau d'Alouk ne fonctionne plus depuis le 5 octobre. En conséquence, un million de personnes dans la province de Hassaké et dans les zones environnantes, notamment le camp de Hol, n'ont pas accès à l'eau. Je voudrais rappeler une fois de plus à toutes les parties qu'elles doivent constamment veiller à épargner les civils et les infrastructures civiles. Cela signifie qu'elles doivent prendre toutes les précautions possibles pour prévenir et réduire au minimum les dommages aux civils dans le cadre de la planification des attaques et des décisions y relatives. Entre-temps, les points de passage sur la rive orientale de l'Euphrate sont toujours fermés, ce qui entrave l'accès des populations à l'aide, notamment aux services de santé.

L'ONU reste déterminée à fournir une aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin dans toute la Syrie, notamment dans le nord-ouest, où nos opérations transfrontières constituent toujours une bouée de sauvetage pour plus de 4 millions de personnes. Ce mois-ci, le Gouvernement syrien a prorogé de trois mois, jusqu'au 13 février 2024, son autorisation pour que l'ONU continue d'utiliser les points de passage de Bab el-Salam et de Raai pour acheminer l'aide en provenance de la Türkiye. Nous nous félicitons de cette prorogation. Plus de 20 % des camions et près de 50 % des missions du personnel des Nations Unies ont utilisé ces deux points de passage pour se rendre dans le nord-ouest depuis février. Il s'agit de l'itinéraire le plus rapide et le plus efficace pour atteindre les personnes qui ont besoin d'assistance dans le nord d'Alep, où se trouvent 20 % des camps de déplacés et des sites informels.

Nous poursuivons notre coopération avec le Gouvernement syrien pour garantir que la fourniture de l'aide transfrontière soit fondée sur des principes, durable et prévisible. Il est essentiel de maintenir un mécanisme de contrôle indépendant et robuste à la frontière, conformément aux modalités en vigueur. Face à l'ampleur des besoins dans tout le pays, il faut intensifier de toute urgence les opérations de fourniture de l'aide par toutes les modalités. Nous poursuivons donc nos efforts pour garantir la fourniture d'une assistance transfrontière dans d'autres zones importantes du nord-ouest et dans l'ensemble de la Syrie.

L'approche de l'hiver exacerbe déjà les souffrances des personnes déplacées, dont quelque 3,2 millions se trouvent dans les zones contrôlées par le Gouvernement. Une fois de plus, les femmes et les filles, qui représentent

80 % des personnes qui vivent dans les camps de déplacés et les sites informels, sont les plus touchées par cette crise. Un nombre stupéfiant de 92 % des ménages dirigés par des femmes dans les camps de déplacés en Syrie signalent une capacité insuffisante, voire une incapacité totale, à répondre aux besoins fondamentaux de leur famille. Rem, qui est le soutien de famille, est l'une de ces femmes. Elle a récemment déclaré à l'un de nos collègues : « J'ai cinq enfants. Nous n'avons pas les moyens de nous nourrir. Comment allons-nous survivre cet hiver ? » Elle n'a pas les moyens d'acheter du combustible pour le chauffage ni des vêtements pour garder ses enfants au chaud.

Le manque de protection contre le froid présente des risques sanitaires importants, en particulier pour les segments vulnérables de la population, comme les enfants et les personnes âgées. Nos équipes sur le terrain estiment que 5,7 millions de personnes à travers la Syrie ont besoin d'une aide essentielle pendant les mois froids de l'hiver. Leurs besoins les plus urgents sont notamment liés à des abris précaires, au manque de chauffage adéquat et au fait qu'elles n'ont pas assez de vêtements et d'articles ménagers.

Nous, les acteurs humanitaires, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour répondre à ces besoins et les prioriser. Jusqu'à présent, nous avons fourni très peu d'aide. Nous avons en effet fourni à 100 000 personnes – soit quelque 26 000 familles – des abris dignes. Des efforts sont en cours pour apporter un appui similaire à 7 000 familles supplémentaires de cinq personnes. Comme le Conseil peut le constater, nous sommes confrontés à un déficit inquiétant et important de 70 % des fonds nécessaires pour fournir cet appui vital. Même si nous avons mobilisé des financements supplémentaires, grâce à la générosité des donateurs qui financent le fonds de financement commun du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, si nous n'obtenons pas un financement supplémentaire de la part des donateurs, nous ne pourrions pas répondre aux besoins de nombreuses personnes, qui seront exposées aux éléments pendant l'hiver.

Ces problèmes de financement concernent l'ensemble des interventions humanitaires. En septembre, j'ai informé le Conseil que le plan d'aide humanitaire pour la Syrie était financé à moins de 30 % (voir S/PV.9426). Depuis lors, il n'y a guère eu de progrès. Le plan est financé à seulement 33 % aujourd'hui. Nous tenons à remercier une fois de plus de leur générosité les donateurs, qui nous ont fourni 1,8 milliard de dollars sur les 5,4 milliards demandés. Je voudrais rappeler au Conseil qu'à la même époque l'année dernière, le plan d'aide humanitaire était financé



à 44 %, alors que cette fois, il n'est financé qu'à 33 %. Des niveaux de financement aussi faibles sont sans précédent pour une crise humanitaire de cette ampleur. Je ne saurais trop insister sur les conséquences de cette pénurie de ressources sur notre capacité à répondre aux besoins de millions de personnes qui ont désespérément besoin d'aide dans toute la Syrie. Quelque 2,5 millions de personnes ne reçoivent plus l'aide alimentaire dont elles ont besoin. Comme cela a été indiqué, à la suite des réductions du Programme alimentaire mondial en juin, le nombre de personnes recevant une aide alimentaire a encore diminué de 45 %, passant de 5,2 millions de personnes à 3 millions de personnes. Quelque 2,3 millions de femmes en âge de procréer n'ont plus accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris les services de santé maternelle. Cela représente 10,4 % de la population. Près d'un million d'enfants de moins de 5 ans n'ont pas accès à la vaccination systématique. Presque 6 millions de personnes, dont 74 % sont des femmes et des filles, ne reçoivent pas l'aide nutritionnelle dont elles ont besoin d'urgence. Ce chiffre comprend 200 000 enfants en situation de malnutrition aiguë, soit 27 % de la population.

Des centaines d'hôpitaux et de centres de santé sont contraints de fermer ou de réduire leurs activités en raison du manque de financement. Les personnes rescapées de la violence fondée sur le genre n'ont plus accès à l'aide et aux soins de santé qui leur sont indispensables, alors que les activités de prévention ne sont désormais plus prioritaires parce qu'il faut répondre aux besoins les plus urgents et les plus absolus.

Les Syriens et les Syriennes ont déjà bien trop souffert. Pourtant, cet hiver, on demande aux intervenants humanitaires de donner la priorité à une vie en situation de vulnérabilité plutôt qu'à une autre tout aussi précaire. Nous n'avons d'autre choix que de réduire des programmes d'aide essentiels alors qu'il est peu probable que les services réguliers soient rétablis. Telle est la dure réalité actuellement.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un financement urgent pour sauver des vies et empêcher une nouvelle détérioration catastrophique de la situation humanitaire. Nous avons besoin de fonds. Nous en avons besoin maintenant. Il nous faut également assurer un accès humanitaire durable par tous les moyens possibles. Enfin, plus que toute autre chose, de véritables avancées doivent être réalisées en vue d'une issue au conflit, faute de quoi il sera impossible d'endiguer la vague des besoins humanitaires considérables en Syrie.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je remercie Mme Wosornu de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de leurs exposés l'Envoyée spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Syrie, Mme Rochdi, et la Directrice des opérations et de la communication au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Mme Wosornu.

Sur le volet politique, nous appuyons la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle dans le cadre de la promotion d'un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens et facilité par l'ONU. À cette fin, les représentants syriens doivent s'entendre sur un lieu de réunion. Nous espérons que l'Envoyé spécial, conformément au mandat qui lui a été directement confié, fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter cela, et ne gaspillera pas ses efforts dans le cadre d'autres initiatives qui ne bénéficient pas de l'aval des parties syriennes.

À l'heure actuelle, la situation désastreuse sur le terrain en Syrie est exacerbée par la recrudescence du conflit israélo-palestinien. Le pays, comme un certain nombre de ses voisins dans la région, est littéralement sur le point d'être entraîné dans une confrontation à grande échelle. C'est à l'égard de la République arabe syrienne que la politique du deux poids, deux mesures appliquée par les pays occidentaux est la plus évidente. Tout en affirmant sans fondement qu'Israël, Puissance occupante, a un certain droit de légitime défense en ce qui concerne le Territoire palestinien occupé, ils nient clairement ce droit aux Syriens ainsi qu'aux Libanais lorsque les Israéliens attaquent leurs territoires de manière arbitraire, provoquant ainsi de nouvelles vagues de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Tout récemment, l'armée de l'air israélienne a non seulement attaqué à plusieurs reprises les aéroports internationaux de Damas et d'Alep, qui sont les principales portes d'entrée de l'aide de l'ONU en Syrie, mais elle a également effectué des frappes dans les régions de Deïr el-Zor, d'Albou Kamal et du plateau du Golan.

La dernière frappe aérienne israélienne sur le territoire syrien a eu lieu le 26 novembre. L'armée de l'air israélienne a de nouveau attaqué l'aéroport international de Damas, qui venait à peine de reprendre ses activités après le précédent raid aérien du 12 octobre. En conséquence, les activités de l'aéroport du pays sont de nouveau suspendues pour une durée indéterminée. Nous

estimons que la poursuite des frappes sur le territoire syrien constitue une violation flagrante de la souveraineté de cet État et des normes fondamentales du droit international. Nous condamnons fermement ces événements. Dans ces circonstances, le silence de nos collègues occidentaux en dit long. Ils doivent simplement comprendre les risques qui découlent directement d'un comportement aussi irresponsable.

Les interventions menées dans la région par les Occidentaux, sous couvert d'une prétendue lutte contre le terrorisme, continuent d'avoir des effets extrêmement déstabilisateurs. C'est sous cette bannière que les États-Unis d'Amérique et leurs alliés sont présents illégalement en Syrie depuis 2014. Dans le même temps, les Occidentaux ont cessé de combattre Daech et Al-Qaïda dans ce pays arabe. Ils utilisent depuis longtemps les combattants qu'ils ont formés au service exclusif de leurs propres fins, notamment pour commettre des actes subversifs contre les forces gouvernementales syriennes. Les Américains et les Européens tentent de blanchir les terroristes du groupe Hay'at Tahrir el-Cham, inscrits sur la Liste du Conseil de sécurité, qui contrôlent Edleb, en reprochant à Damas et ses alliés de les combattre.

En ce qui concerne les aspects humanitaires du processus de règlement syrien, nous nous félicitons vivement de la bonne volonté dont a fait preuve Damas en autorisant l'ONU à continuer d'utiliser les points de passage de Bab el-Salam et de Raai jusqu'au 13 février 2024. Cette décision souveraine du Gouvernement syrien montre que Damas privilégie une approche constructive et responsable en vue de résoudre les problèmes humanitaires dans les régions du nord-ouest. Malheureusement, les pays occidentaux sont tout simplement incapables de faire montre du même esprit constructif. Ils continuent sans vergogne de couvrir les terroristes de Hay'at Tahrir el-Cham, qui empêchent l'ONU d'acheminer de l'aide à travers les lignes de front à destination d'Edleb. Aucune des délégations occidentales siégeant au Conseil n'a pris la peine de condamner le comportement destructeur de ces terroristes reconnus comme tels au niveau international.

Parallèlement, nous savons que le point de passage de Bab el-Haoua est activement utilisé par le personnel des Nations Unies basé à Gaziantep pour réaliser des missions sur le terrain à Edleb. Nous voudrions demander à M<sup>me</sup> Wosornu si les visites effectuées par des membres du personnel des Nations Unies dans l'enclave contrôlée par les terroristes sont coordonnées avec Damas et si des rapports sont envoyés au Gouvernement syrien à la suite de celles-ci.

À cet égard, nous devons noter que si nos collègues occidentaux abordaient avec le même zèle l'accès transfrontalier à Edleb et les efforts visant à assurer le passage sans entrave, durable et sûr des convois d'aide d'urgence vers la bande de Gaza sous blocus, afin de porter assistance aux centaines de milliers de Palestiniennes et de Palestiniens qui endurent les bombardements israéliens, le travail des intervenants humanitaires à Gaza serait beaucoup plus efficace.

Nous notons également qu'aussi bien l'ONU que l'Occident gardent le silence quant aux répercussions négatives des sanctions unilatérales illégales sur la situation humanitaire et le développement socioéconomique de la Syrie en général. Le rapport thématique que l'ancien Coordonnateur résident par intérim à Damas, M. El-Mostafa Benlamlih, avait promis au Conseil de sécurité et que l'équipe de pays des Nations Unies en Syrie prépare depuis plus d'un an est toujours attendu. Cette situation est absolument inacceptable, étant donné que les sanctions entravent véritablement le travail du personnel des Nations Unies sur le terrain, privant les Syriens et les Syriennes des avantages réels de la présence des Nations Unies.

La Deuxième Commission de l'Assemblée générale ayant adopté le projet de résolution A/C.2/78/L.6/Rev.1, sur les mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement, nous sommes d'avis que le Coordonnateur résident à Damas dispose désormais du mandat nécessaire pour élaborer ce rapport. Ce projet de résolution demande explicitement au Secrétaire général de surveiller, avec le soutien des coordinatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, les répercussions de telles mesures sur les pays touchés, en particulier leurs incidences sur le commerce et le développement.

Nous tenons à avertir que si le Secrétariat continue à passer sous silence ce sujet, ce sera le signe d'un sabotage délibéré par l'ONU du mandat donné par les États Membres et portera atteinte à la réputation de l'Organisation.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi et la Directrice Wosornu de leurs exposés et de leur détermination inébranlable à apporter une paix durable au peuple syrien.

Durant la séance d'information du mois dernier (voir S/PV.9459), nous avons exprimé notre inquiétude

face aux multiples attaques menées récemment par le régime syrien et les forces russes dans le nord de la Syrie. Ces attaques ont coûté la vie à des dizaines de civils, déplacé plus de 120 000 personnes et détruit des infrastructures vitales.

J'espérais vivement que la présente séance serait différente, que nous n'aurions pas à parler d'autres massacres, de nouveaux déplacements de population et de davantage d'actes de brutalité. Pourtant, hélas, les campagnes de bombardements impitoyables par le régime syrien dans les provinces d'Idlib et d'Alep se poursuivent, tuant des centaines de civils supplémentaires. De plus, les attaques menées par le régime d'Al-Assad, concentrées sur les parties occidentales d'Idlib et appuyées par des frappes aériennes russes, ont détruit les tentes abritant des personnes déplacées.

Nous condamnons également les attaques menées par des milices alliées à l'Iran contre le personnel et les installations des États-Unis en Iraq et en Syrie. La mission de ces forces des États-Unis reste de diriger les efforts déployés au niveau international pour vaincre Daech. Comme tout autre État Membre, les États-Unis ont le droit de légitime défense, tel qu'énoncé dans l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Nous avons par conséquent procédé à des frappes de riposte ciblées, et nous sommes prêts à prendre d'autres mesures, si cela s'avère nécessaire et approprié, pour faire face à d'autres menaces d'attaques.

C'est dans l'intérêt de la défense nationale qu'au début de ce mois, nous avons aussi inscrit l'organisation Kata'ib Sayyid Al-Shuhada et son secrétaire général sur la liste des terroristes spécialement désignés comme tels. Ce groupe terroriste a menacé la vie du personnel des États-Unis et de la coalition mondiale en Iraq et en Syrie. En outre, nous avons inscrit six personnes affiliées à la milice Kata'ib Hezbollah, proche de l'Iran.

L'Iran, par l'intermédiaire de la Force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique, appuie ces groupes et d'autres groupes militants. Il leur fournit des formations, des financements et des armes sophistiquées, notamment des systèmes de drones aériens de plus en plus précis et meurtriers. Ce comportement toujours plus agressif est inacceptable et ne résout en rien les conditions économiques oppressantes et désastreuses auxquelles sont confrontés aujourd'hui les civils syriens. Dans cette optique, nous ne pouvons pas permettre au régime d'Al-Assad de détourner notre attention des manifestations qui se déroulent à Soueïda, où depuis des mois le peuple syrien exerce ses droits de réunion pacifique et

de liberté d'expression et appelle à la paix, à la dignité, à la sécurité et à la justice.

Nous appuyons les rassemblements pacifiques, et les manifestants illustrent la nécessité de trouver une solution au conflit axée sur la Syrie et dirigée par les Syriens, conformément à la résolution 2254 (2015). Malheureusement, le régime syrien a fait obstacle à toutes les tentatives de progrès sur le plan politique. En conséquence, la population syrienne continue de fuir ses foyers en masse, les réfugiés ne montrant aucun signe de volonté de retour, non pas en raison des conditions économiques, comme l'affirme le régime, mais parce qu'ils craignent l'oppression et la torture, les détentions arbitraires, les disparitions forcées, la conscription obligatoire et les violences sexuelles et fondées sur le genre sanctionnées par le régime.

Nous nous félicitons des mesures conservatoires énoncées par la Cour internationale de Justice au début du mois, qui ordonnent à la Syrie de prévenir les actes constitutifs de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que la destruction des preuves de ces actes. C'est d'une importance vitale pour que le régime d'Al-Assad réponde des actes de torture.

À cet égard, nous continuons également de demander au régime d'Al-Assad de libérer ou, à tout le moins, de faire la lumière sur le sort des plus de 150 000 personnes qu'il détient arbitrairement ou qu'il a fait disparaître de force. Il s'agit notamment d'étendre l'amnistie non seulement aux personnes accusées de délits mineurs, mais aussi à celles qui sont emprisonnées pour des raisons politiques.

Enfin, nous nous félicitons de la prorogation de six mois de l'accès de l'ONU aux points de passage de Bab el-Salam et de Raaï. Nous demandons au régime de prolonger l'autorisation du point de passage de Bab el-Haoua avant qu'elle n'expire en janvier. Faute de quoi, la planification, la dotation en personnel et les approvisionnements perdent de leur efficacité. Cela augmente les coûts pour les organismes des Nations Unies et les partenaires d'aide sur le terrain et compromet la réponse aux besoins humanitaires de milliers de civils syriens pendant les mois froids de l'hiver.

Les crises humanitaires ne manquent pas à notre ordre du jour. Nous ne devons cependant pas oublier le sort du peuple syrien. J'ai rencontré hier un groupe de Syriennes qui m'ont demandé le soutien du Conseil. Nous devons faire et donner davantage. En tant que principal donateur au plan d'aide humanitaire, les États-Unis appellent tous les États Membres de l'ONU à appuyer cet



appel. Nous appelons surtout le Conseil à se tenir aux côtés du peuple syrien qui lutte pour ses libertés fondamentales et pour un avenir plus juste et plus pacifique.

**M. França Danese** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je parlerai d'abord au nom de la Suisse et du Brésil, corédacteurs chargés du dossier humanitaire syrien.

Je remercie de leurs exposés l'Envoyée spéciale adjointe Najat Rochdi et la Directrice des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Edem Wosornu. Je salue également la participation de la représentante de la Türkiye et des représentants de la Syrie et de l'Iran à la séance d'aujourd'hui.

Sur fond de conflit et de crise au Proche-Orient, nous ne devons pas oublier le peuple syrien. Après plus d'une décennie de conflit, la situation humanitaire demeure catastrophique. La moitié de la population syrienne est déplacée et les besoins ont atteint des proportions sans précédent. Ces derniers mois, la crise alimentaire et hydrique du pays s'est aggravée. Cette situation, combinée à un déclin socioéconomique persistant, plonge de plus en plus de personnes dans la pauvreté et met à rude épreuve leurs mécanismes d'adaptation.

La récente recrudescence de la violence et des hostilités, notamment dans le nord-ouest de la Syrie, la pire depuis des années, a accentué les souffrances des civils. Elle a entraîné le déplacement de milliers de personnes et menace la sécurité des communautés vulnérables et des travailleurs humanitaires. Nous sommes préoccupés par l'augmentation des attaques contre les travailleurs humanitaires, et nous rappelons qu'ils sont protégés par le droit international humanitaire. L'escalade des hostilités, y compris les frappes répétées sur les aéroports de Damas et d'Alep, a aussi compromis l'acheminement de l'aide. Un cessez-le-feu durable, conformément à la résolution 2254 (2015), dans l'ensemble du pays est le seul moyen d'éviter de nouveaux morts, blessés et déplacements de population, ainsi que de nouvelles souffrances humaines.

Nous appelons toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. Il s'agit notamment de garantir l'acheminement rapide et sans entrave de l'aide humanitaire à tous les civils qui en ont besoin dans l'ensemble de la Syrie, de respecter les principes du droit international humanitaire relatifs à la conduite des hostilités, en particulier l'interdiction des attaques contre les civils et les infrastructures civiles, et d'assurer la sécurité et la protection des civils. Nous

condamnons les récents bombardements de camps de déplacés dans le nord-ouest, qui ont fait de nombreux morts et blessés parmi les civils.

Il est essentiel de maintenir toutes les modalités d'aide, y compris les opérations transfrontières et celles menées à travers les lignes de front, de sorte que les organisations humanitaires puissent poursuivre leur travail indispensable dans toute la Syrie pour atteindre les personnes dans le besoin. La prorogation de l'ouverture des points de passage de Bab el-Salam et de Raaï est la bienvenue, tout comme la poursuite de l'acheminement de l'aide humanitaire vitale par ces points de passage et celui de Bab el-Haoua.

Dans le nord-ouest de la Syrie, 4,1 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, 3,7 millions sont en situation d'insécurité alimentaire, 2,9 millions sont déplacées et 2 millions vivent dans des camps. La majorité de ces personnes sont des femmes et des enfants. Leur dépendance à l'égard de l'aide internationale à ce stade critique est indéniable. Nous insistons sur la nécessité de mettre en place des dispositifs stables et à long terme pour répondre efficacement aux besoins humanitaires toujours plus élevés. Cela serait facilité par une durée prolongée et prévisible des autorisations d'accès.

L'actuel plan d'aide humanitaire des Nations Unies est confronté à un manque de financement important. Si nous prenons acte des récentes promesses de dons supplémentaires, il est préoccupant que seuls 33 % des 5,4 milliards de dollars requis aient été récoltés. Plus précisément, seuls 30 % des fonds nécessaires aux projets de relèvement rapide et aux activités de subsistance ont été débloqués jusqu'à présent. Ce déficit de financement entrave la capacité de l'ONU et de ses partenaires à aider les communautés touchées.

En ce qui concerne les besoins de protection, nous nous faisons l'écho des préoccupations exprimées lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes par les coordonnateurs résidents et régionaux de l'OCHA. La violence fondée sur le genre reste un problème omniprésent en Syrie, englobant les abus physiques, sexuels, psychologiques et économiques, encore aggravés par le conflit en cours, les déplacements de population et la crise économique. Nous saluons l'engagement de l'ONU à diriger l'action menée en vue de remédier à la violence fondée sur le genre en Syrie, en se concentrant sur la fourniture de services essentiels aux personnes rescapées, en luttant contre les causes profondes de cette violence et en protégeant les droits et le bien-être des femmes et des filles. Nous sommes reconnaissants à

l'OCHA et à tous les organismes des Nations Unies de leurs efforts pour continuer les opérations humanitaires tout au long de l'année, malgré des conditions difficiles. La population syrienne, qui a déjà subi tant de souffrances et de traumatismes, et en particulier les enfants du pays qui n'ont jamais connu la paix, a besoin de pouvoir espérer un avenir meilleur. Le Conseil de sécurité doit faire sa part en poursuivant son travail constructif pour améliorer la situation humanitaire en Syrie. Je vais maintenant m'exprimer en ma qualité nationale sur les aspects politiques du conflit.

Nous sommes actuellement témoins d'une dangereuse escalade de la violence en Syrie et dans la région. Le risque de débordement régional du conflit entre Israël et le Hamas est réel et profondément préoccupant. Les frappes aériennes se poursuivent contre l'aéroport international de Damas, avec pour conséquence l'annulation depuis près d'un mois des vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, qui nuit fortement au transport des cargaisons et des travailleurs humanitaires. Alors que la situation reste très tendue, il est de la responsabilité de toutes les parties concernées de s'employer à contenir l'instabilité qui règne dans la région et d'œuvrer en faveur d'un retour au calme et d'une désescalade. Les hostilités tant dans le nord-ouest que dans le nord-est font des pertes civiles, infligent des dégâts aux infrastructures et entraînent de nouveaux déplacements. Des établissements de santé, des écoles, des systèmes d'eau et des centrales électriques ont subi des dommages. Les attaques sont notamment le fait de Hay'at Tahrir el-Cham, que le Conseil de sécurité a désigné comme groupe terroriste. Toutes les attaques visant des civils et des infrastructures civiles doivent cesser sans délai, conformément au droit international humanitaire. Cela vaut également pour les activités antiterroristes.

En tant que pays qui a de solides liens humains avec la Syrie, le Brésil a toujours pensé qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien. Rien n'est plus à même d'améliorer la situation humanitaire en Syrie qu'une solution politique, en particulier après plus d'une décennie de conflit. Compte tenu de l'aggravation de la situation humanitaire et de la détérioration des conditions de sécurité, il y a longtemps qu'un cessez-le-feu général aurait dû intervenir. De plus, un renouvellement de l'engagement politique s'impose avec force pour la relance d'un processus politique crédible entre Syriens, notamment avec la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle. À cet égard, nous encourageons toutes les parties à prendre une part active et à s'impliquer résolument dans le processus politique facilité par l'ONU, tel qu'envisagé dans la

résolution 2254 (2015), et nous saluons les efforts persistants de l'Envoyé spécial Pedersen à cet effet. Comme ce dernier l'a dit, la poursuite de la violence, la crise économique sévère, la faim qui gagne du terrain, les violations des droits humains et l'impasse dans le processus de paix constituent un statu quo inacceptable. Nous sommes face à une situation figée dont la fragilité fait craindre un effondrement total qui pourrait déstabiliser plus encore une région déjà au bord de la rupture. Nous ne devons pas seulement espérer un règlement politique favorable de la crise syrienne, mais y travailler activement, pour faire advenir enfin la paix, la stabilité et la réconciliation que le peuple syrien souhaite profondément, et qu'il mérite.

**M. Abushahab** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je remercie M<sup>me</sup> Rochdi et M<sup>me</sup> Wosornu de leurs exposés importants.

La guerre contre Gaza, entamée il y a plus de 50 jours, a entraîné dans notre région une hausse des tensions qui se traduit notamment par des frappes militaires visant le territoire syrien. À cet égard, je rappelle qu'il faut vraiment s'abstenir d'exploiter la situation précaire en Syrie et d'entraîner le pays dans des crises régionales qui ne feraient qu'infliger plus de souffrance au peuple syrien frère, lequel subit encore les répercussions d'une guerre sanglante et d'un séisme catastrophique. Compte tenu de ces tensions régionales, il est plus urgent que jamais d'intensifier nos efforts en vue d'obtenir des progrès sur le volet politique en Syrie afin que celle-ci puisse instaurer la paix et la sécurité chez elle et concourir à la stabilité dans la région. La population syrienne mérite un avenir meilleur, fait de paix et de prospérité.

Alors que 2023 touche à sa fin, nous espérons que la Commission constitutionnelle, dirigée et contrôlée par les Syriens, se réunira dès que possible, sans ingérence étrangère. Ces réunions contribueront à renforcer le dialogue entre les parties syriennes en vue de mettre un terme à la crise. Dans le cadre de l'amélioration de la confiance entre les parties syriennes, nous estimons que le décret d'amnistie que le Gouvernement syrien a pris ce mois-ci est une mesure positive de plus dans les efforts qu'il déploie sur le plan politique. Il importera dans un proche avenir de donner suite à ces progrès en collaboration avec l'ONU.

Par ailleurs, nous insistons sur l'importance de désamorcer les tensions et d'instaurer un cessez-le-feu dans toute la Syrie, de manière à préserver l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, en particulier au vu de la récente escalade des hostilités dans plusieurs parties du pays. Nous soulignons que la

réalisation d'une paix durable en Syrie suppose d'y éliminer les menaces terroristes. Daech n'a de cesse d'attenter à la sécurité et à la stabilité en Syrie, mais également dans la région.

La situation humanitaire en Syrie continue de se dégrader dangereusement pour un certain nombre de raisons, dont l'insécurité, qui se traduit par des dommages infligés à des infrastructures essentielles comme les établissements de santé, les écoles et les réseaux d'approvisionnement en eau. De surcroît, le ciblage de l'aéroport de Damas fait que les vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies sont suspendus depuis près d'un mois, ce qui a déjà empêché la livraison de 2,3 tonnes d'aide humanitaire à la Syrie. L'inquiétude va également croissant en ce qui concerne les prix des produits de première nécessité, qui atteignent des niveaux sans précédent, parallèlement à une forte dévalorisation de la livre syrienne, qui a pour conséquence que le pays se retrouve encore plus dépendant de l'aide humanitaire et que les Syriens n'ont plus les moyens d'assurer leur subsistance, 90 % de la population vivant à présent sous le seuil de pauvreté.

Pour remédier à cette situation des plus alarmantes, il faut tout mettre en œuvre pour que l'aide humanitaire continue d'arriver dans toutes les régions syriennes et par tous les moyens. Le volume des livraisons doit être revu à la hausse et adapté au type d'aide nécessaire sur le terrain, en particulier durant l'hiver. Par conséquent, nous saluons la décision du Gouvernement syrien de laisser ouverts trois mois de plus les points de passage de Bab el-Salam et de Raai afin de répondre aux besoins humanitaires. En même temps, il est crucial de mettre l'accent sur des projets de relèvement rapide qui soient de nature à améliorer les conditions de vie des Syriens de façon concrète et durable. L'intérêt de la population syrienne doit primer sur tout le reste.

Pour terminer, les Émirats arabes unis soulignent la nécessité de continuer à œuvrer en faveur d'une solution à la crise syrienne et de mettre fin à la souffrance de nos frères et sœurs syriens afin qu'ils puissent rebâtir leur pays et réparer ce que la guerre et les catastrophes ont détruit.

**M<sup>me</sup> Dautllari** (Albanie) (*parle en anglais*) : Nous avons écouté très attentivement les exposés de l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi et de la Directrice Wosornu, et nous les remercions toutes deux des informations actualisées qu'elles nous ont communiquées et du travail qu'elles accomplissent.

Le conflit syrien, qui est entré dans sa deuxième décennie, est une tragédie d'une ampleur sans précédent. Nous ne pouvons et ne devons pas permettre que l'impasse politique se prolonge une décennie de plus.

Nous sommes vivement préoccupés par le nombre élevé de violations, en particulier les abus commis contre les femmes et les enfants, ainsi que les attaques visant des écoles, des hôpitaux et d'autres infrastructures civiles. À cet égard, nous appelons au respect du droit international humanitaire.

Le flux croissant de camions chargés d'aide humanitaire via les trois points de passage frontaliers, bien qu'il soit positif, n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins existentiels de la population syrienne. Il est de notre responsabilité de veiller à ce que l'intervention humanitaire reste prévisible et importante. Nous nous félicitons de la reconduction de l'autorisation d'utiliser les points de passage de Bab el-Salam et de Raai, tandis que l'utilisation pérenne du point de passage de Bab el-Haoua, dont l'autorisation expire en janvier, doit rester au centre de nos préoccupations. Nous demandons son renouvellement. Il est tout aussi important de continuer d'appuyer le plan d'aide humanitaire.

Toutefois, je voudrais rappeler que, pour l'Albanie, si l'aide humanitaire représente une main tendue aux personnes dans le besoin, le Conseil doit également être le porte-parole de celles qui ne peuvent faire entendre leur voix et dont les appels à des réformes socioéconomiques et à des changements politiques sont ignorés. Nous ne devons pas laisser le régime syrien faire obstacle à la tenue de la prochaine réunion de la Commission constitutionnelle, et nous devons plaider en faveur d'une collaboration constructive afin de réaliser de véritables progrès dans le cadre du dialogue constitutionnel dirigé par les Syriens sur la base de la résolution 2254 (2015). Cette nécessité apparaît encore plus urgente à l'heure actuelle, compte tenu de la situation qui prévaut dans la région et du risque d'escalade.

Dans ce contexte, nous nous associons à l'appel lancé par l'Envoyé spécial en faveur de la désescalade, de la retenue et du respect du cessez-le-feu national. Il faut continuer d'appuyer les efforts et les propositions de l'Envoyé spécial visant à renforcer la confiance par des mesures progressives, seul moyen de mettre fin au cycle de la violence.

Le peuple syrien mérite un gouvernement qui respecte ses droits et soit le reflet de ses aspirations, un gouvernement qui puisse garantir le retour des réfugiés

en toute sécurité et dans la dignité et qui rende justice aux personnes détenues et portées disparues. Les efforts déployés pour libérer les détenus doivent faire l'objet d'une coordination avec l'ONU afin d'être efficaces et transparents, produire une liste complète des personnes détenues et élucider le sort des personnes portées disparues et le lieu où elles se trouvent. Nous nous félicitons également de l'ordonnance sur les mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de Justice, qui impose à la Syrie d'empêcher que des actes de torture et d'autres traitements cruels soient commis, ainsi que de conserver tout élément de preuve en rapport avec les allégations formulées à ce sujet. L'application du principe de responsabilité est l'ingrédient principal du changement et de la guérison – personne ne devrait pouvoir s'y soustraire.

Pour terminer, nous demandons à nouveau que la résolution 2254 (2015) soit respectée et que le Conseil fasse front commun sur cette question, dans l'intérêt du peuple syrien.

**M. Yamanaka** (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyée spéciale adjointe, M<sup>me</sup> Rochdi, et la Directrice de la Division des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M<sup>me</sup> Wosornu, de leurs précieuses mises à jour.

L'attention du monde entier est désormais tournée vers la crise qui ne cesse de s'aggraver à Gaza. Non seulement nous devons empêcher que la crise de Gaza ne se répercute sur le climat de sécurité en Syrie, mais nous ne devons pas non plus oublier le sort du peuple syrien. Après plus d'une décennie de guerre, des millions de personnes sont toujours réfugiées ou déplacées. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées à la suite des séismes dévastateurs de février, et neuf personnes sur 10 vivent dans la pauvreté. Celles et ceux qui ont connu la Syrie avant le Printemps arabe n'auraient jamais pu imaginer une telle catastrophe.

La Syrie a désespérément besoin d'une solution politique, mais aucune ne semble sur le point d'être trouvée. Il est peu probable que la Commission constitutionnelle soit en mesure de se réunir avant la fin de l'année. La formation du groupe de contact arabe à la suite du retour de la Syrie au sein de la Ligue des États arabes en mai semblait présager de la possibilité de voir la région jouer un rôle dans le règlement de la crise syrienne, mais les progrès sont lents.

Le Conseil continue d'appuyer l'approche par étape de l'Envoyé spécial Pedersen, bien que celui-ci ait vu

son action compliquée par l'imbrication des intérêts et l'implication de nombreux acteurs, tant intérieurs qu'extérieurs. Pourtant, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre espoir. Le Conseil doit rester mobilisé et réaffirmer l'importance d'une solution politique conformément à la résolution 2254 (2015).

Les besoins humanitaires dans tout le pays atteignent des niveaux sans précédent, et aucun signe d'amélioration n'est perceptible. Il est essentiel de soutenir le relèvement rapide et le renforcement de la résilience. Le Japon, en tant que principal donateur, continue de s'attaquer à cette crise en collaboration avec l'ONU et les organisations non gouvernementales, sur la base d'une approche axée sur l'être humain et couvrant l'ensemble de la Syrie. Nous encourageons les donateurs à déployer des efforts collectifs et à intensifier leur action en faveur du plan d'aide humanitaire, qui souffre actuellement d'un grave déficit de financement.

À l'approche de l'hiver, la décision du Gouvernement syrien de reconduire l'autorisation d'utiliser les points de passage de Bab el-Salam et de Raaï pour trois mois supplémentaires est une mesure bienvenue qui contribuera à faciliter l'acheminement de l'aide nécessaire aux 2,9 millions de personnes déplacées dans le nord-ouest du pays, dont la plupart sont des femmes et des enfants. Pour faire face à la crise des réfugiés syriens, le Gouvernement syrien doit redoubler d'efforts en vue de créer un environnement propice à leur retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité.

Il est également indispensable que le Gouvernement traite de bonne foi la question des personnes portées disparues, dont on estime le nombre à plus de 138 000. La décision prise par l'Assemblée générale, en juin, de créer l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne (voir résolution 77/301 de l'Assemblée générale) constitue une avancée importante, et le Japon apportera son soutien à l'Institution afin qu'elle puisse entamer un travail de fond dans un avenir proche. Il est par ailleurs urgent de faire avancer le processus de réconciliation. Dans cette optique, le Japon exhorte la Syrie à se conformer à la récente ordonnance de la Cour internationale de Justice et à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des actes de torture et d'autres abus inhumains ne soient commis.

Enfin, comme l'a souligné le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le coût de l'inaction face à la crise syrienne est extrêmement élevé. En l'absence de perspective de solution politique, le pays restera instable



et les besoins humanitaires ne faibliront pas. Nous tenons à souligner une fois encore qu'une action sincère et positive du Gouvernement syrien sur le plan politique est le seul moyen de renforcer la confiance au sein de la communauté internationale.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité.

Nous remercions de leurs exposés l'Envoyée spéciale adjointe, Najat Rochdi, et la Directrice des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Edem Wosornu, et nous saluons la participation à la présente séance du représentant de la République arabe syrienne, du représentant de la République islamique d'Iran et de la représentante de la Türkiye.

Conscients de la situation instable qui prévaut en Syrie, les trois membres africains du Conseil de sécurité expriment une nouvelle fois leur inquiétude face à la montée de la violence dans le pays, qui a atteint son paroxysme le 5 octobre, lorsqu'une cérémonie de remise de diplômes militaires organisée à Homs a été la cible d'un attentat qui a causé la mort de plus d'une centaine de personnes, y compris des civils.

Malheureusement, la Syrie est également devenue le théâtre d'actions militaires étrangères, un certain nombre de forces étrangères ayant attaqué à plusieurs reprises des installations, y compris des infrastructures civiles. L'une de ces récentes attaques, menée contre l'aéroport international de Damas et attribuée à Israël, a perturbé les services de transport aérien de l'ONU et a entravé le transport de marchandises humanitaires légères et de personnel. Nous demandons instamment que ces attaques cessent et appelons à nouveau au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie et au retrait total de toutes les forces étrangères de ce pays.

La violence incessante crée un terrain fertile pour l'enracinement du terrorisme, qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Les groupes terroristes inscrits sur la liste du Conseil de sécurité, tels que Daech et Hay'at Tahrir el-Cham, continuent de prendre pour cible des civils innocents. Aucun pays n'est à l'abri de ce fléau. Nous saisissons cette occasion pour condamner une nouvelle fois le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et pour souligner qu'aucune motivation n'est suffisante pour justifier de tels actes.

Conscients de la crise qui sévit actuellement à Gaza, nous exhortons tous les pays de la région et les amis au-delà à œuvrer de concert pour éviter tout débordement potentiel du conflit en Syrie. Les conséquences en seraient catastrophiques, non seulement pour la paix internationale, mais surtout pour les nombreux civils syriens déjà durement éprouvés par une guerre qui n'a que trop duré.

Nous prenons note du quatrième rapport soumis par le Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé en République arabe syrienne (S/2023/805), qui porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 septembre 2022, en application de la résolution 1612 (2005). Le contenu de ce rapport est profondément perturbant. Les droits des enfants en Syrie sont gravement bafoués du fait des violences. Les violations dont ils font l'objet, notamment leurs recrutement et utilisation dans le conflit, le meurtre, la mutilation et la soumission à diverses formes de violence sexuelle, entre autres atteintes odieuses, constituent des crimes graves au regard du droit international. Les droits des enfants doivent être respectés par tous, en particulier par les parties au conflit. À cet égard, nous nous félicitons des mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice qui imposent à la République arabe syrienne de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de prévenir les actes de torture et autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de veiller à ce que ses représentants respectent ces normes.

Nous pensons qu'après plusieurs années de conflit, il est important d'apporter un soutien ferme et entier à la Syrie afin qu'elle puisse sortir de l'impasse politique et sécuritaire actuelle, qui fait régresser le pays et assombrit l'avenir de sa population, en particulier des jeunes. Le lien entre les conflits et les retards de développement n'est plus à prouver. Dans ce contexte, nous nous faisons l'écho des propos du Secrétaire général, qui a récemment déclaré que « plus un pays est proche d'un conflit, plus il s'éloigne d'un développement durable et inclusif ». La promotion de la paix et la progression d'un développement durable et inclusif vont de pair.

Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale afin de créer des conditions favorables au processus politique. La solution la plus efficace à ce conflit reste un processus politique inclusif dirigé et pris en main par les Syriens, mené avec l'appui de la communauté internationale sous l'égide de l'ONU, tel qu'énoncé dans la résolution 2254 (2015). À ce titre, nous soutenons pleinement les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Geir Pedersen, et sa stratégie progressive et réciproque.

En ce qui concerne la situation humanitaire, les trois membres africains du Conseil de sécurité tiennent à réaffirmer la valeur de la vie humaine en toutes circonstances, y compris en temps de guerre. La vie des Syriens compte. En Syrie comme dans tous les conflits, les civils, particulièrement les femmes et les enfants, sont les premières victimes des hostilités. Les parties doivent prendre des mesures systématiques pour épargner les civils et les infrastructures civiles pendant la conduite des hostilités, conformément au droit international humanitaire. L'escalade des hostilités se traduit non seulement par des pertes en vies humaines, mais aussi par de graves problèmes de protection pour les populations déplacées, tout particulièrement pour les femmes et les filles. Nous restons en même temps préoccupés par le sort de millions de personnes en Syrie qui continuent à souffrir d'insécurité alimentaire et à être privées des produits de première nécessité, tels que l'eau et l'électricité, et pour qui l'hiver approchant ne fera qu'aggraver la situation, comme nous l'ont expliqué les intervenantes.

Faciliter l'accès à l'aide humanitaire du plus grand nombre possible de personnes dans le besoin reste donc une priorité des trois membres africains du Conseil. Par conséquent, nous saluons la décision du Gouvernement syrien de prolonger de trois mois, jusqu'au 13 février 2024, l'autorisation accordée à l'ONU d'utiliser les points de passage frontaliers de Bab el-Salam et de Raï pour acheminer l'aide aux personnes dans le besoin dans le nord-ouest de la Syrie. Tout en se félicitant de l'élargissement de la portée du mécanisme transfrontière, les trois membres africains du Conseil de sécurité encouragent aussi l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front, ce qui est tout aussi essentiel et complémentaire des livraisons transfrontières. En outre, compte tenu des difficultés de financement actuelles, nous renouvelons l'appel à une mobilisation financière accrue en faveur du plan de réponse humanitaire en Syrie qui, comme nous l'avons entendu ce matin, est actuellement financé à hauteur de 33 %. Nous notons avec intérêt l'annonce, par l'Union européenne, de la fourniture d'une aide humanitaire de 15 millions d'euros pour les personnes les plus vulnérables en Syrie et au Liban, dont 11,5 millions d'euros sont destinés à la Syrie. Cela permettra d'apporter une aide alimentaire et des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène à ceux qui en ont le plus besoin.

Pour terminer, les trois membres africains du Conseil de sécurité réitèrent leur appel à un cessez-le-feu national et à la reprise immédiate des négociations entre les parties en vue de parvenir à un règlement politique qui apportera une paix globale, la stabilité et le

développement durable en Syrie, conformément aux termes de la résolution 2254 (2015).

**M. de Rivière** (France) : Je remercie M<sup>me</sup> Rochdi et M<sup>me</sup> Wosornu pour leurs interventions.

Je voudrais insister sur trois points.

Premièrement, les conséquences de la crise à Gaza continuent de faire peser un risque d'embrasement régional. La France est engagée pour éviter une extension de ce conflit. Les acteurs régionaux doivent faire preuve de responsabilité et de retenue. L'ouverture d'un nouveau front contre Israël en Syrie aggraverait la déstabilisation du pays et la population syrienne en serait, une nouvelle fois, la première victime. Nous devons donc collectivement redoubler d'efforts pour éviter cela.

Deuxièmement, le régime et ses alliés poursuivent leurs violences contre les Syriens. Nous avons condamné les bombardements qu'ils ont menés dans la province d'Idlib depuis octobre, entraînant un grand nombre de victimes civiles et touchant des infrastructures critiques, au mépris du droit international humanitaire. La Russie invoque quotidiennement le respect de celui-ci à Gaza, tandis qu'elle le piétine quotidiennement à Idlib. Les hostilités doivent donc cesser dans l'ensemble du pays, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Il n'y aura pas de perspective de solution politique tant qu'un processus crédible et inclusif n'aura pas été engagé sur la base de la résolution 2254. La France soutient les efforts de Geir Pedersen en ce sens. Les violations massives des droits des Syriens montrent combien la lutte contre l'impunité de leurs auteurs demeure d'actualité. Ceux-ci devront rendre compte de leurs actes.

Troisièmement, le renouvellement de l'accord pour l'acheminement de l'aide humanitaire à travers les deux points de passage frontaliers de Bab el-Salam et de Raï mi-novembre est une bonne nouvelle. Néanmoins, il n'est pas acceptable que cela soit soumis à des conditions, et que cela soit temporaire : l'accès humanitaire doit être permanent et sans entraves. Nous exigeons que le renouvellement du point de passage de Bab el-Haoua, en janvier, réponde à ces critères.

À l'approche de l'hiver, nous appelons l'ensemble des bailleurs à contribuer au plan de réponse humanitaire des Nations Unies. Avec plus de 30 milliards d'euros depuis 2011, l'Union européenne et ses États membres sont le premier contributeur à la réponse humanitaire en Syrie. Le Conseil doit rester saisi de ce dossier. Il est important que le Secrétariat lui rende compte par écrit de

la situation. Les conditions du retour des réfugiés dans leur pays doivent enfin être réunies. Damas doit présenter des engagements concrets et vérifiables en ce sens. La France continue d'apporter son soutien aux pays qui accueillent des millions de réfugiés syriens.

**M<sup>me</sup> Gatt** (Malte) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis tout d'abord de remercier de leurs exposés l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi et la Directrice Wosornu.

Comme nous l'avons entendu, les Syriens continuent de subir les conséquences politiques, économiques et humanitaires de ce conflit dévastateur. L'évolution récente de la situation dans la région dresse un tableau inquiétant. Des tirs de mortier en provenance de la Syrie et à destination du Golan occupé ont été signalés. Les frappes aériennes israéliennes ont continué à viser des zones de Damas, notamment l'aéroport international de Damas. Les attaques contre les forces militaires des États-Unis dans le nord-est du pays se sont multipliées. Dans ce contexte, la recrudescence des opérations militaires menées par les forces syriennes dans le nord-ouest du pays s'est poursuivie sans répit, entraînant la mort de plus de 70 personnes, dont un tiers de femmes et d'enfants.

Nous sommes vivement préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation du nombre d'enfants tués et mutilés en Syrie et d'une hausse des attaques contre les écoles et les hôpitaux. Nous appelons de nouveau toutes les parties à s'acquitter de leurs obligations au titre du droit international et à mettre rapidement en œuvre leurs plans d'action pour faire cesser et prévenir les graves violations commises à l'encontre des enfants. Dans le nord-ouest de la Syrie, quelque 4,1 millions de personnes ont toujours besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Nous tenons à exprimer, une fois de plus, nos vives préoccupations face aux besoins des personnes déplacées dans le nord-ouest, à l'approche des mois froids et rigoureux de l'hiver. Ces conditions exposent les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées, à davantage de risques. En outre, en l'absence d'espaces sûrs pour les femmes et les filles déplacées, bon nombre d'entre elles sont contraintes d'adopter des stratégies d'adaptation préjudiciables pour survivre, notamment le mariage précoce et forcé. Elles continuent d'être confrontées à des menaces omniprésentes de violences fondées sur le genre et se heurtent à des obstacles pour avoir accès à des services essentiels en raison de la destruction des services publics de santé. Cela signifie que les soins de santé maternelle et pédiatrique offerts à la plupart des

personnes les plus vulnérables de Syrie sont extrêmement limités.

Malte se félicite du renouvellement de l'accord conclu entre l'ONU et Damas sur l'utilisation des points de passage de Raaï et de Bab el-Salam en vue de l'acheminement d'une aide humanitaire vitale. Nous continuerons de soutenir la fourniture de l'aide en Syrie par toutes les modalités. Tous les mécanismes doivent rester en place aussi longtemps que les besoins persistent.

Toutefois, nous déplorons que le plan de réponse humanitaire pour la Syrie reste cruellement sous-financé. Certes, il est urgent d'accroître les ressources, mais ce dont la Syrie a le plus besoin en ce moment, ce sont de véritables progrès sur le plan politique, conformément à la résolution 2254 (2015). Toutes les parties doivent œuvrer à la désescalade sur l'ensemble du territoire syrien. Cela est essentiel pour progresser vers un cessez-le-feu national indispensable.

Malte demande une fois de plus que la Commission constitutionnelle se réunisse à nouveau dans les meilleurs délais et qu'elle mène ses travaux de manière crédible. À cette fin, nous continuons de soutenir le travail inlassable de l'Envoyé spécial Pedersen auprès des représentants de la région et encourageons le dialogue dans le cadre de son approche progressive. De plus, nous nous félicitons de la dernière ordonnance de la Cour internationale de Justice concernant la Syrie en l'affaire relative à l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En cette période de grave instabilité et de danger dans toute la Syrie et la région, nous devons tous redoubler d'efforts pour garantir le retour au calme et la cessation de toutes les hostilités. Ensuite, nous devons tous recentrer notre attention sur l'objectif de garantir au peuple syrien une paix juste et durable.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Rochdi et M<sup>me</sup> Wosornu de leurs exposés.

Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale doit continuer d'accorder l'attention voulue à la Syrie et agir de manière concertée pour améliorer la situation du peuple syrien. Aujourd'hui, je mettrai l'accent sur trois domaines qui requièrent une attention immédiate.

Premièrement, nous avons besoin de toute urgence d'une désescalade régionale. Après plus de 13 ans de conflit, la violence en Syrie est à son plus haut niveau depuis plus de trois ans. Nous condamnons les attaques continues du régime syrien dans le nord-ouest de la Syrie.

De plus, les attaques menées dans le nord-est du pays par des milices affiliées à l'Iran contre la Coalition mondiale contre Daech nous préoccupent vivement. Les informations selon lesquelles l'Iran a commencé à utiliser la base aérienne de Lattaquié pour des livraisons d'armes sont alarmantes. La Coalition mondiale doit poursuivre ses opérations contre Daech afin d'éviter toute résurgence. Nous demandons à l'Iran de rappeler ses milices et invitons le régime et ses soutiens russes à donner la priorité à la stabilité et à la prospérité en Syrie.

Deuxièmement, nous devons garantir un achèvement durable, prévisible et efficace de l'aide sur l'ensemble du territoire syrien. Face à l'intensification des hostilités, une aide humanitaire fiable devient de plus en plus nécessaire. Cette situation souligne l'importance de l'opération transfrontière, qui constitue une bouée de sauvetage pour 4,1 millions de personnes. La prorogation des accords sur l'ouverture des points de passage de Bab el-Salam et de Raai le 14 novembre est un point positif, mais, compte tenu de la situation sur le terrain, des accords à court terme et conclus à la dernière minute ne sont pas suffisants. Comme l'ONU l'a clairement indiqué, nous avons besoin de ces accords aussi longtemps que les besoins humanitaires l'exigent, y compris l'accord concernant le point de passage de Bab el-Haoua, qui devrait expirer le 13 janvier 2024, en plein hiver.

Troisièmement, la détérioration de la situation en Syrie doit nous rappeler à tous la nécessité d'un processus politique viable. Tant que le régime et ses partisans ne participeront pas sérieusement et sincèrement à un processus politique, le Royaume-Uni ne coopérera pas avec lui. Nous réaffirmons notre appui sans réserve à un processus mené sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 2254 (2015), pour mettre fin à ce conflit.

**M. Hauri** (Suisse) : La Suisse souscrit pleinement à la déclaration prononcée par le Représentant permanent du Brésil, notre corédacteur, au nom de nos deux pays sur le dossier humanitaire. Je tiens à remercier la Directrice des opérations et de la communication du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, M<sup>me</sup> Edem Wosornu, pour son exposé. Qu'il me soit permis d'ajouter quelques observations à titre national sur la situation politique en Syrie.

La Suisse soutient les efforts de l'Envoyé spécial Pedersen visant à assurer que la Syrie ne soit ni menacée, ni éclipsée par les répercussions régionales du conflit au Proche-Orient. Je remercie l'Envoyée spéciale adjointe, M<sup>me</sup> Najat Rochdi, pour son exposé sur les derniers

développements en Syrie. Nous regrettons que les actions visant à relancer le processus politique et les travaux de la Commission constitutionnelle, sur la base de la résolution 2254 (2015), soient au point mort. Nous enjoignons toutes les parties concernées à pleinement s'engager et à collaborer avec l'Envoyé spécial en vue d'une relance d'un tel processus.

La situation sécuritaire, en particulier dans le nord du pays, continue de se dégrader nettement. La Suisse rappelle que le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, notamment la protection des civils, est, et doit rester, une priorité du Conseil. La population civile et les infrastructures civiles, y compris les écoles, doivent être impérativement protégées. Dans la région d'Edleb, plusieurs dizaines de personnes, dont près d'un tiers d'enfants, ont été tuées, et une centaine de milliers d'autres ont été déplacées à cause des affrontements. Dans le nord-est, les violences armées se poursuivent, faisant craindre un vide sécuritaire qui profiterait à Daech, alors qu'il multiplie les attaques ces derniers temps. Au même titre que les précédentes, cette nouvelle vague d'hostilités dans le nord du pays affecte les femmes et les filles de manière disproportionnée, augmentant ainsi le risque de violences basées sur le genre. Enfin, les frappes récurrentes sur les aéroports de Damas et d'Alep et sur divers sites sur l'ensemble du territoire sont une preuve, parmi d'autres, que les répercussions du conflit au Proche-Orient se font également sentir sur le sol syrien. C'est pourquoi nous appelons à instaurer un cessez-le-feu au niveau national, conformément à la résolution 2254 (2015).

En cette période de fortes tensions régionales, nous rappelons qu'on ne peut envisager une paix durable sans justice, en Syrie comme ailleurs. La Suisse réitère son plein soutien aux organisations de la société civile qui jouent un rôle crucial dans la documentation des crimes internationaux. Leur travail, tout comme celui du Mécanisme international, impartial et indépendant, est fondamental pour lutter contre l'impunité. La Suisse tient à souligner la nécessité de leur apporter les moyens nécessaires à ce travail.

Enfin, la Suisse rappelle que la mise en œuvre de mesures de confiance pragmatiques, au sens de la résolution 2254 (2015) et par toutes les parties, telles que la récente déclaration d'amnistie et la prolongation de l'ouverture des passages frontaliers de Bab el-Salam et de Raai, sont essentielles pour ouvrir la voie au dialogue, à l'intérieur de la Syrie, mais aussi au niveau international. De réels progrès vers une solution politique ne pourront avoir lieu que si toutes les parties concernées reprennent



un dialogue réaliste, constructif et tangible. À cette fin, il est important que le Conseil de sécurité continue d'occulter à la Syrie toute l'attention nécessaire.

**M. Montalvo Sosa** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi et la Directrice Edem Wosornu du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des informations qu'elles ont fournies. Je salue la participation des représentants de l'Iran, de la Syrie, et de la Türkiye à cette séance.

Ma délégation reconnaît et apprécie les efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour sortir de l'impasse politique, en particulier les réunions tenues avec les pays de la région et les représentants de divers secteurs de l'échiquier politique et social syrien. L'Équateur souligne la nécessité d'épuiser toutes les voies diplomatiques et politiques pour réactiver la Commission syrienne de négociation, la stratégie progressive et toute autre initiative qui favorise l'application de la résolution 2254 (2015). Nous appelons donc à nouveau tous les acteurs concernés à renouveler leur engagement et leur volonté politique afin de relancer sans délai des négociations constructives.

En ce qui concerne la situation humanitaire, nous sommes préoccupés par l'augmentation du nombre de personnes dont la survie dépend de l'aide humanitaire, ainsi que par les menaces qui pèsent sur la population civile en raison de la recrudescence de la violence et de l'arrivée de l'hiver. Dans ce contexte, l'Équateur tient à saluer le travail accompli sur le terrain par les équipes de l'ONU et des organismes associés, qui sont de plus en plus exposés à l'instabilité et à des risques élevés dans le cadre de leurs activités.

Toute violation du droit international humanitaire doit être condamnée. Les attaques perpétrées contre des infrastructures civiles syriennes critiques, y compris des hôpitaux, des aéroports et des écoles, qui ont coûté la vie à des civils et fait des centaines de blessés, parmi lesquels des femmes, des enfants et des travailleurs humanitaires, sont des actes qui, comme je viens de le dire, doivent être condamnés. Comme d'autres, ma délégation est préoccupée par les effets du conflit entre Israël et la Palestine sur l'aggravation de la violence observée ces dernières semaines en Syrie, ainsi que par les prévisions de détérioration des conditions humanitaires et de sécurité que nous avons entendues ce matin. Nous espérons que les points de passage des lignes de front et le point de passage de la frontière à Bab el-Haoua, qui expirent en février prochain, seront renouvelés sans conditions afin de garantir un achèvement prévisible de l'aide humanitaire.

Enfin, je réaffirme la conviction de mon pays selon laquelle la construction d'un avenir pacifique et prospère en Syrie et dans la région ne sera possible que par une solution politique qui donne la priorité à la paix et au respect des droits humains et du droit international humanitaire, et qui oriente tous les efforts vers le développement socioéconomique de la Syrie et de son peuple.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

Je vais aborder trois points.

Premièrement, nous devons travailler ensemble pour éviter que le conflit palestinien-israélien ne se propage. Au cours des deux derniers mois, la situation dans le Golan occupé est restée tendue. Les aéroports de Damas et d'Alep figurent parmi les différents sites syriens qui ont fait l'objet de fréquentes frappes aériennes. Il s'agit d'une source de vive préoccupation pour la Chine. Toutes les parties en Syrie et en Israël doivent faire preuve de la plus grande retenue et éviter toute surenchère. Les principaux pays extérieurs à la région doivent jouer un rôle constructif pour contribuer à la réduction des tensions. Ces événements sont étroitement liés à la nouvelle escalade de la situation palestinien-israélienne à laquelle nous assistons actuellement. La communauté internationale doit commencer par mettre pleinement en œuvre la résolution 2712 (2023) afin d'instaurer un cessez-le-feu durable et de protéger efficacement les civils grâce à des efforts conjoints visant à garder le contrôle de la situation et à éliminer le risque d'embrasement à la frontière entre la Syrie et Israël.

Deuxièmement, nous devons travailler ensemble pour promouvoir une solution politique à la question syrienne. La communauté internationale doit, dans le plein respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, et conformément à l'esprit de la résolution 2254 (2015), adhérer au principe de solutions dirigées et contrôlées par les Syriens, encourager le dialogue, aplanir les divergences et trouver une solution acceptable pour toutes les parties. Nous nous félicitons de la poursuite du dialogue entre l'Envoyé spécial Pedersen et toutes les parties à cet égard. Nous appuyons également le renforcement de la solidarité et de la coopération entre les pays arabes afin d'intensifier leurs efforts pour parvenir à un règlement politique de la question syrienne. Le terrorisme menace depuis longtemps le processus politique en Syrie. La Chine se félicite des progrès réalisés par le Gouvernement syrien dans la lutte contre le terrorisme et appuie fermement ses

efforts dans ce sens. Nous appelons la communauté internationale à agir conformément au droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité et à adopter une norme uniforme et une approche de tolérance zéro dans sa coopération pour combattre les forces terroristes en Syrie.

Troisièmement, nous devons travailler ensemble pour promouvoir une amélioration sensible de la situation humanitaire en Syrie. Au cours des six derniers mois, l'ONU et le Gouvernement syrien ont entretenu un dialogue fructueux et fluide. Les opérations de secours transfrontières ont été étendues successivement à plusieurs reprises. Nous exhortons les parties concernées à faire preuve de sincérité afin que l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front progresse de manière positive. À ce jour, l'aide humanitaire en faveur de la Syrie est largement sous-financée. Les donateurs doivent honorer les engagements qu'ils ont pris d'appuyer l'action humanitaire et les projets de relèvement rapide dans l'ensemble de la Syrie. Les sanctions unilatérales entament depuis longtemps la capacité du Gouvernement syrien à relancer l'économie et à œuvrer à la reconstruction. Ces sanctions doivent être levées. Nous exhortons une nouvelle fois les forces étrangères à mettre fin à leur présence militaire illégale en Syrie et à cesser de piller les ressources naturelles du pays.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

**M. Dandy** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois et de votre conduite avisée de ses travaux.

Il est regrettable que nous ayons dû attendre 50 jours pour parvenir à une pause temporaire et partielle de l'agression terroriste israélienne contre la bande de Gaza et pour mettre fin à la barbarie de la machine à tuer israélienne, qui tue des enfants, des femmes, des journalistes et des travailleurs humanitaires tout en prenant pour cible des bâtiments résidentiels, des hôpitaux, des écoles et des installations de l'ONU, et en perpétrant d'autres actes d'agression qui peuvent constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Ce qu'Israël a commis au cours de la période écoulée n'est rien d'autre qu'un crime d'agression et de véritables crimes contre l'humanité. Quelles que soient les circonstances, nous ne saurions justifier cette agression sous le

prétexte de légitime défense ou de lutte contre le terrorisme. Ce que les forces israéliennes ont fait s'apparente à des crimes, et l'humanité tout entière a été témoin de leurs actes de destruction délibérés et les a condamnés. Il s'agit ni plus ni moins de terrorisme et de meurtres délibérés.

En outre, Israël persiste dans ses crimes et son agression contre la Syrie, le dernier en date étant l'attaque perpétrée il y a deux jours, en plein jour, contre l'aéroport international de Damas et dans la province de Rif-Damas, qui ont été la cible de tirs de roquettes, mettant l'aéroport hors service quelques heures seulement après la reprise des opérations et de la navigation. Cette agression a également menacé des passagers, mis en péril la sécurité de l'aviation civile et perturbé les opérations humanitaires de l'ONU.

Il semblerait que les représentants de certains pays occidentaux présents dans cette salle n'aient pas encore entendu parler de cette agression ou ne veuillent pas en entendre parler. La Syrie condamne ces actes d'agression flagrants, qui constituent une violation grave de la Charte des Nations Unies et du droit international. Nous demandons au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités et de condamner cette agression, tout en y mettant fin, en garantissant qu'elle ne se reproduira pas et en amenant les responsables à rendre des comptes. Ces mêmes personnes entraînent la région dans une grave escalade dont nous ne pouvons prédire les conséquences ni éviter les effets dévastateurs.

Le Gouvernement syrien continue de prendre des mesures positives pour tenter de surmonter les répercussions de la guerre terroriste dont il est victime. Ce mois-ci, le Gouvernement syrien a renouvelé l'autorisation accordée à l'ONU et à ses institutions spécialisées d'utiliser les points de passage de Bab el-Salam et de Raai pour trois mois supplémentaires, jusqu'au 13 février 2024. Cela s'explique par notre volonté constante d'améliorer la situation humanitaire et les conditions de vie de tous les Syriens et de fournir une aide humanitaire à celles et ceux qui en ont besoin dans toute la République arabe syrienne, y compris dans le nord-ouest.

En ce qui concerne les réfugiés syriens, la Syrie est favorable à leur retour librement consenti dans leur patrie, en toute sécurité et dans la dignité, et a engagé un dialogue constructif avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de répondre efficacement aux principales préoccupations de ces réfugiés. À cet égard, je souhaite faire part au Conseil de certains aspects qui ouvrent la voie au retour volontaire, sûr et digne des réfugiés.

Premièrement, il est nécessaire d'améliorer la communication et de renforcer les consultations avec les acteurs concernés par le retour des réfugiés.

Deuxièmement, nous devons améliorer et élargir l'accès humanitaire et assurer une présence souple et prévisible du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en particulier dans les principales zones de rapatriement et aux points de passage de la frontière.

Troisièmement, nous devons permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées de prendre des décisions libres et éclairées concernant leur retour et de décider de la date et de la destination de leur choix.

Quatrièmement, nous devons utiliser les voies de communication et de consultation pour examiner les cas signalés relatifs au retour volontaire, sûr et digne.

Cinquièmement, aucune personne rapatriée ne doit être victime de discrimination pour avoir fui son lieu de résidence, demandé l'asile à l'étranger ou pour avoir séjourné ou résidé dans une zone anciennement ou actuellement contrôlée par des groupes terroristes armés.

Sixièmement, les questions relatives à la conscription et au service militaire doivent être traitées de manière non discriminatoire, et les rapatriés doivent bénéficier des décrets d'amnistie pertinents.

Septièmement, les réfugiés et les rapatriés, comme les autres Syriens, jouissent de tous les droits et obligations garantis à tous les citoyens syriens par la Constitution, les lois et les règlements syriens, sans aucune discrimination. Leur vie, leur liberté et leur dignité humaine sont protégées contre tout acte discriminatoire ou violation de leurs droits fondamentaux garantis par la Constitution et les lois syriennes.

Huitièmement, nous devons garantir l'accès aux documents nécessaires, certifier les documents civils et universitaires fournis aux réfugiés à l'étranger et faciliter les règlements et les procédures en matière de logement, de terres et de propriété.

Pour que cette entreprise soit couronnée de succès, les États qui soutiennent, financent et arment les terroristes ne doivent pas entraver les efforts que déploie la Syrie pour multiplier les projets de relèvement rapide, sur le plan tant quantitatif que qualitatif, financer l'élimination des mines et des restes explosifs et améliorer concrètement la situation humanitaire et les conditions de vie en Syrie.

Il y a plusieurs jours, le Président de la République arabe syrienne a publié le décret législatif n°36 de 2023,

qui est l'aboutissement de tous ces efforts et traduit la volonté manifeste de l'État syrien de consolider l'approche de la réconciliation nationale et de parvenir à une stabilité permanente. Il s'agit du deuxième décret d'amnistie en moins d'un an. Il accorde une amnistie générale pour tous les crimes commis avant le 16 novembre. Ce décret concerne également de nombreuses personnes qui ont été condamnées et poursuivies, y compris des mineurs, des personnes âgées et des personnes atteintes de maladies en phase terminale.

Il est surprenant que les mesures positives prises par la Syrie se heurtent à la tendance obstinée de certains États occidentaux à politiser le dossier humanitaire en imposant des conditions, et que les pays donateurs n'honorent pas leurs engagements en ce qui concerne le plan de réponse humanitaire. Seules 30 % des contributions annoncées ont été versées, alors que nous sommes à un mois de la fin de l'année. Cela entrave la mise en œuvre des programmes humanitaires de l'ONU en Syrie. En outre, les États-Unis persistent dans leurs politiques hostiles contre le peuple syrien. Leurs forces occupent le territoire syrien, tuent sans pitié des Syriens, soutiennent des milices séparatistes, utilisent des groupes terroristes dans la région de Tanf pour déstabiliser la Syrie, pillent les ressources nationales et, en collaboration avec l'Union européenne, imposent des mesures coercitives unilatérales sur tous les secteurs vitaux, de l'alimentation aux médicaments en passant par l'énergie, les transports et la production agricole, causant des souffrances économiques et humanitaires immenses et sans précédent pour les Syriens. Cette peine collective, ce blocus et cet affamement auront des conséquences catastrophiques et dévastatrices.

Il est temps que ces pays occidentaux reconsidèrent leurs politiques hostiles et inhumaines contre mon pays et adoptent une approche politique humanitaire en s'engageant à respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, en mettant fin à la présence illégale des forces américaines et turques, en mettant un terme à l'agression israélienne persistante et en levant immédiatement les mesures coercitives unilatérales et illégitimes.

Pour terminer, il semble que l'Ambassadrice des États-Unis tente une fois de plus d'accuser mon pays afin de détourner l'attention du soutien apporté par son pays au terrorisme israélien, dans le cadre d'une politique flagrante d'hypocrisie politique et de deux poids, deux mesures. Nous connaissons tous la liste complète des crimes de guerre multiples et répétés commis par

les États-Unis au Viet Nam, en Afghanistan, en Iraq, en Libye et en Syrie, et la liste est encore longue. L'Ambassadrice des États-Unis invoque l'Article 51 de la Charte pour justifier le fait que son pays continue de commettre des crimes sur le territoire de la République arabe syrienne. Ses arguments sont réfutés par les faits. La Charte et le droit international ne donnent aucun fondement juridique à la présence des forces américaines sur le territoire syrien sans l'approbation du Gouvernement syrien. Les États-Unis violent l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. Ils ont pris la tête d'une prétendue coalition internationale qui lutte contre l'organisation terroriste Daech, mais les faits ont montré que le véritable objectif de cette coalition n'était autre que de soutenir le terrorisme et de déstabiliser la sécurité et la stabilité de la Syrie afin de servir les intérêts des États-Unis et de l'entité d'occupation israélienne.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

**M. Iravani** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la Chine de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je remercie les intervenantes de leurs mises à jour et de leurs exposés instructifs.

Comme indiqué dans les exposés présentés aujourd'hui, la crise humanitaire en Syrie demeure catastrophique. Le peuple syrien est confronté à de graves problèmes économiques. Malgré les efforts que déploient l'ONU et ses partenaires humanitaires pour fournir une aide essentielle à ceux qui en ont besoin, les effets persistants des sanctions unilatérales illégales, en particulier celles imposées illégalement par les États-Unis, font peser une charge disproportionnée sur le peuple syrien, y compris les femmes et les enfants.

L'insuffisance des fonds alloués à l'intervention humanitaire en Syrie, qui est loin de répondre aux besoins réels, constitue une préoccupation majeure. Ce grave déficit de financement entrave sérieusement la capacité de l'ONU à fournir l'assistance nécessaire à ceux qui en ont désespérément besoin. L'aide humanitaire et les initiatives de reconstruction en Syrie ne doivent pas servir à exercer des pressions politiques sur le Gouvernement syrien. Il est important de garantir l'acheminement impartial et non politisé de l'aide humanitaire dans toutes les régions de la Syrie, car il s'agit d'une mesure cruciale pour préserver des vies.

L'Iran salue la décision prise par le Gouvernement syrien le 10 novembre de renouveler pour trois mois l'autorisation accordée à l'ONU et à ses organismes spécialisés d'utiliser les points de passage de Bab el-Salam et de Raaï. L'Iran souligne la nécessité d'appuyer les transferts d'aide par le biais du mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire à travers les lignes de front, qui bénéficie du plein soutien du Gouvernement syrien et représente une approche durable et constructive susceptible d'améliorer de manière significative la situation humanitaire en Syrie.

L'absence de réponse énergique de la part du Conseil de sécurité a encouragé le régime israélien à poursuivre son agression sur le territoire syrien. Outre les atrocités auxquelles il se livre contre la population de Gaza, le régime israélien continue de commettre des actes de terrorisme et d'agression sur le territoire syrien, en prenant délibérément pour cible des civils et des infrastructures vitales.

L'Iran condamne fermement les odieux actes terroristes du régime israélien, en particulier les dernières frappes aériennes sur l'aéroport civil de Damas le 26 novembre, qui ont gravement endommagé les installations essentielles de l'aéroport et considérablement perturbé son fonctionnement. Nous appelons le Conseil de sécurité à condamner les violations flagrantes par Israël de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

La présence illégale des forces militaires des États-Unis en Syrie et la poursuite de leur occupation sont la principale source d'insécurité dans le pays et offrent un terrain fertile pour le développement des organisations terroristes, tant en Syrie que dans l'ensemble de la région. Les États-Unis prétendent lutter contre le terrorisme en Syrie. En réalité, ils se livrent à des agissements illégaux dans le pays et ils confèrent une immunité et fournissent un bouclier protecteur aux organisations terroristes afin de promouvoir leurs intérêts politiques et ceux du régime israélien dans la région. En outre, en raison de la situation à Gaza, les États-Unis, bien qu'ils disent craindre une propagation des tensions jusqu'en Syrie, tentent d'abuser de la situation, d'accroître les tensions et de déstabiliser le pays.

Nous demeurons pleinement convaincus que la solution à la crise syrienne passe forcément par des moyens diplomatiques et politiques. Dans ce contexte, nous insistons sur l'importance de la reprise des réunions de la Commission constitutionnelle, qui est un mécanisme efficace pour faire avancer le processus politique. Le fonctionnement continu de la Commission est essentiel. Le



rôle de l'ONU doit rester un rôle de soutien, les processus étant entièrement dirigés et contrôlés par les Syriens.

L'Iran se félicite du décret législatif récemment publié par le Président de la République arabe syrienne, qui est le deuxième décret d'amnistie à être émis en moins d'un an. L'Iran appuie le retour des réfugiés syriens dans leur pays d'origine. Pour remédier aux nombreux problèmes auxquels sont confrontés les réfugiés syriens, il convient de créer des infrastructures critiques. L'ONU, en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), joue un rôle décisif dans cette entreprise. Nous saluons et appuyons la coopération et le dialogue constructif entre le Gouvernement syrien et le HCR s'agissant de traiter cette question.

Nous rejetons catégoriquement les allégations sans fondement lancées par les États-Unis contre mon pays dans cette salle, que le représentant du Royaume-Uni a reprises à son compte de manière irresponsable. Ces allégations fantaisistes semblent s'inscrire dans le cadre des efforts délibérés des États-Unis de détourner l'attention des graves violations du droit international et de la Charte des Nations Unies qu'ils commettent actuellement en République arabe syrienne. Je tiens à souligner que la République islamique d'Iran n'a jamais été impliquée dans un quelconque acte ou dans une quelconque attaque contre les forces militaires des États-Unis en Syrie ou ailleurs. L'Iran a toujours respecté son engagement de promouvoir la paix et la sécurité dans la région. Les États-Unis doivent mettre fin à leur occupation et à leurs agissements illégaux et respecter les obligations juridiques internationales, notamment les résolutions pertinentes du Conseil, qui exigent que tous les États Membres soutiennent et respectent la souveraineté nationale, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie. Ces actions sont extrêmement importantes pour promouvoir la paix et la sécurité régionales et internationales.

Pour terminer, je tiens à souligner la volonté sans faille de l'Iran de continuer à fournir une aide pour atténuer les souffrances de la population syrienne. Nous pensons que pour remédier aux conséquences de la crise syrienne, il faut adopter une approche globale et faire montre d'un véritable engagement politique. Il s'agit de mettre fin à l'agression israélienne répétée et systématique, à l'occupation du territoire syrien et à la présence illégale de forces étrangères sur le territoire syrien, de lever rapidement et sans condition les mesures coercitives unilatérales et d'appuyer activement un processus politique qui soit dirigé et contrôlé par les Syriens.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Türkiye.

**M<sup>me</sup> Özgür** (Türkiye) (*parle en anglais*) : Plus de 12 années se sont écoulées depuis le début du conflit en Syrie. Cependant, la perspective d'une solution politique durable ne se profile pas encore à l'horizon. Pendant ce temps, les conséquences de l'agression à Gaza se font sentir dans la région. Empêcher une onde de choc doit rester parmi nos priorités. Ces événements nous ont rappelé une fois de plus que le statu quo n'est pas tenable dans les contextes de crise, notamment en Syrie. Par conséquent, la communauté internationale doit continuer à se mobiliser pour contribuer au règlement du conflit syrien le plus rapidement possible. Il n'y a pas de place pour la complaisance à cet égard. La résolution 2254 (2015) définit la voie à suivre pour atteindre cet objectif. Il est de notre responsabilité collective de faire respecter les dispositions de la résolution et d'œuvrer en conséquence en faveur d'un règlement politique durable du conflit syrien.

À cette fin, la Türkiye continue de dialoguer avec les principales parties prenantes, notamment l'opposition syrienne et les membres du processus d'Astana. La convocation du prochain cycle de réunions de la Commission constitutionnelle constituerait une avancée. De même, si l'on ne tient pas compte du nombre important de Syriens à l'étranger, il ne sera pas possible de parvenir à une véritable réconciliation nationale. Par conséquent, parallèlement aux efforts que nous déployons pour relancer le processus politique, il est indispensable de créer les conditions propices au retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité des Syriens dans leur pays. La lutte contre le terrorisme pour préserver l'intégrité territoriale et l'unité de la Syrie doit être un pilier de cette approche à trois volets, qui doivent être mis en œuvre simultanément. Dans le cas contraire, l'action que nous menons pour régler le conflit serait incomplète.

Dans cet esprit, nous devons dénoncer les violations des droits humains et les atteintes à ces droits commises par des organisations terroristes en Syrie, principalement le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple (PKK/YPG) et les prétendues Forces démocratiques syriennes, qui infligent des souffrances inexplicables à la population syrienne. Ces organisations terroristes n'ont pas leur place dans l'avenir de la Syrie. La présence du PKK/YPG, de l'autre côté de nos frontières, et leurs attaques terroristes font également peser une menace existentielle sur notre sécurité nationale. La Türkiye est en droit de prendre les mesures qui s'imposent contre cette menace directe et imminente et poursuivra sa

lutte contre cette organisation terroriste, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil.

Le maintien du calme sur le terrain, y compris dans la région d'Edleb, est important pour des raisons politiques, humanitaires et de sécurité. Pourtant, depuis le début du mois d'octobre, nous constatons une multiplication des attaques du régime dans cette région. Le nombre élevé de victimes civiles qui en résulte est très préoccupant. Nous poursuivons nos efforts pour désamorcer la situation et veiller à ce que le cessez-le-feu soit respecté.

La situation humanitaire reste désastreuse en Syrie. Nous craignons que les conditions ne se détériorent davantage durant les mois d'hiver à venir. En outre, nous serons bientôt confrontés à une nouvelle incertitude quant à la question de savoir s'il sera toujours possible d'utiliser le poste frontière de Bab el-Haoua pour les livraisons d'aide transfrontières des Nations Unies au-delà de la

mi-janvier. Cette imprévisibilité nuit aux opérations des organismes humanitaires des Nations Unies et, en fin de compte, ce sont les Syriens dans le besoin qui en subissent les répercussions. Il est crucial que l'aide humanitaire transfrontière des Nations Unies se poursuive aussi longtemps que nécessaire et conformément à son *modus operandi* de longue date, notamment pour ce qui est de la surveillance et de la communication des informations. En plus de garantir l'acheminement de l'aide transfrontière, les partenaires internationaux doivent également contribuer aux efforts de stabilisation dans le nord-ouest du pays afin de prévenir une nouvelle vague de migrations en provenance de Syrie.

Pour terminer, je voudrais dire que la Türkiye continuera de contribuer aux efforts déployés au niveau international pour améliorer la situation humanitaire et trouver une solution politique durable en Syrie.

*La séance est levée à midi.*